

<b>Titre</b>	<b>Groupe de travail sur la Filiation / Gestation pour autrui : Rapport de la troisième réunion (du 4 au 8 novembre 2024)</b>
<b>Document</b>	<b>Doc. préL. No 1B de novembre 2024</b>
<b>Auteur</b>	Groupe de travail sur la Filiation / Gestation pour autrui Président du Groupe de travail sur la Filiation / Gestation pour autrui
<b>Point de l'ordre du jour</b>	Point à déterminer
<b>Mandat(s)</b>	C&D Nos 2 et 3 du CAGP de 2024
<b>Objectif</b>	Rendre compte des résultats de la troisième réunion du Groupe de travail et présenter les recommandations du Groupe de travail adoptées à l'issue de sa troisième réunion
<b>Mesure à prendre</b>	Pour décision <input type="checkbox"/> Pour approbation <input type="checkbox"/> Pour discussion <input type="checkbox"/> Pour action / achèvement <input type="checkbox"/> Pour information <input checked="" type="checkbox"/>
<b>Annexes</b>	Annexe I : Aide-mémoire de la troisième réunion du Groupe de travail sur la Filiation / Gestation pour autrui préparé par le Président Annexe II : Liste des participants à la troisième réunion du Groupe de travail sur la Filiation / Gestation pour autrui ( <i>en anglais uniquement</i> )
<b>Document(s) connexe(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Doc. préL. Nos 3A de février 2015, 3B et 3C de mars 2014 et C&amp;R No 5 du CAGP de 2015</li> <li>- Doc. préL. No 3 de février 2016 et C&amp;R No 15 du CAGP de 2016</li> <li>- Doc. préL. No 2 de février 2017 et C&amp;R Nos 8 à 10 du CAGP de 2017</li> <li>- Doc. préL. No 2 de février 2018 et C&amp;R Nos 6 à 7 du CAGP de 2018</li> <li>- Doc. préL. Nos 2A d'octobre 2018, 2B de février 2019 et C&amp;R Nos 7 à 12 du CAGP de 2019</li> <li>- Doc. préL. No 2 de novembre 2019 et C&amp;R Nos 5 à 9 du CAGP de 2020</li> <li>- Doc. préL. Nos 2A d'octobre 2020, 2B de février 2021 et C&amp;D Nos 5 et 6 du CAGP de 2021</li> <li>- Doc. préL. Nos 2A de juillet 2021, 2B de novembre 2021 et C&amp;D Nos 5 et 6 du CAGP de 2022</li> <li>- Doc. préL. No 1 de novembre 2022 et C&amp;D Nos 3 à 8 du CAGP de 2023</li> <li>- Doc. préL. No 1 de novembre 2023 et C&amp;D Nos 3 à 9 du CAGP de 2024</li> <li>- Doc. préL. No 1A d'avril 2024</li> </ul>

## Table des matières

I.	Introduction .....	1
II.	Propositions soumises au CAGP .....	2
	Annexe I.....	4
	A. Règle de reconnaissance de plein droit des jugements en matière de filiation.....	4
	B. Loi applicable .....	4
	C. Actes publics .....	4
	D. Travaux futurs .....	4
	Annexe II.....	6

# Groupe de travail sur la Filiation / Gestation pour autrui : Rapport de la troisième réunion (du 4 au 8 novembre 2024)

## I. Introduction

- 1 Du 4 au 8 novembre 2024, le Groupe de travail sur la Filiation / Gestation pour autrui s'est réuni pour la troisième fois. La réunion s'est tenue en personne dans les locaux du Bureau Permanent (BP) à La Haye, avec la possibilité d'y participer en ligne. La réunion a rassemblé 47 délégués et autres experts, représentant 25 Membres de la HCCH et trois Observateurs, ainsi que des membres du BP de la HCCH. La liste complète des participants figure à l'annexe II.
- 2 Lors de sa réunion de 2023, le Conseil sur les affaires générales et la politique (CAGP) a mandaté la création d'un Groupe de travail sur les questions de droit international privé relatives à la filiation en général, y compris la filiation résultant d'une convention de gestation pour autrui internationale. Par ailleurs, le CAGP a chargé :
  - « 5 a. le Groupe de travail de réfléchir dans un premier temps aux dispositions relatives, dans la mesure du possible, à un nouvel instrument sur ces questions afin de mieux éclairer le CAGP sur les considérations politiques concernant le champ d'application et le contenu d'un tel instrument, y compris sur la possibilité de parvenir à un consensus. Le Groupe de travail pourrait ensuite étudier la possibilité d'élaborer deux instruments internationaux, si nécessaire ;
  - b. le Groupe de travail de partir du postulat selon lequel l'objectif de tout nouvel instrument serait d'améliorer la prévisibilité, la sécurité et la continuité de la filiation en situation internationale pour toutes les personnes concernées, en tenant compte de leurs droits humains, y compris, pour les enfants, de leurs droits consacrés dans la *Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CNUDE)* et en particulier leur droit à ce que leur intérêt supérieur soit une considération primordiale dans toutes les décisions qui les concernent ;
  - c. le Groupe de travail de s'inspirer des idées et analyses présentées dans le Rapport final du Groupe d'experts, reconnaissant que plusieurs des éléments et approches recensés pourraient figurer soit de manière autonome, soit de manière combinée ; [...]. »<sup>1</sup>
- 3 Lors de sa réunion de 2024, « le CAGP [a] invit[é] le BP à convoquer deux réunions supplémentaires au cours de l'Exercice financier 2024-2025, éventuellement au second semestre 2024 et au début 2025, en plus de la réunion d'avril 2024, et à conduire des travaux intersessions si nécessaire. Les réunions du Groupe de travail devraient se tenir de préférence en personne, tandis que les travaux intersessions devraient se dérouler en ligne. Le Groupe de travail présentera un rapport au CAGP de 2025. »<sup>2</sup>
- 4 Le CAGP a également « rappelé que les travaux menés par la HCCH sur les questions de droit international privé liées à la filiation résultant des conventions de gestation pour autrui ne visent ni à promouvoir ni à condamner la gestation pour autrui. »<sup>3</sup>
- 5 L'aide-mémoire du Président du Groupe figurant à l'annexe I donne un aperçu des principaux points de discussion abordés lors de la troisième réunion du Groupe.

---

<sup>1</sup> Voir « Conclusions et Décisions du Conseil sur les affaires générales et la politique de la HCCH (du 7 au 8 mars 2024) », C&D No 12, disponibles sur le site web de la HCCH, à l'adresse [www.hcch.net](http://www.hcch.net), sous les rubriques « Gouvernance », « Conseil sur les affaires générales et la politique » puis « Archives (2000-2023) ».

<sup>2</sup> *Ibid.*, C&D No 2.

<sup>3</sup> *Ibid.*, C&D No 3.

## II. Propositions soumises au CAGP

6 Le Groupe de travail invite le CAGP à prendre acte de l'aide-mémoire figurant à l'annexe I du présent document, préparé par le Président sur la base des délibérations de la troisième réunion du Groupe de travail.

7 À la lumière de ce qui précède, le BP soumet les C&D suivantes à l'attention du CAGP :

Le CAGP prend note de l'aide-mémoire du Président et se félicite des progrès réalisés par le Groupe de travail. Afin de poursuivre l'élaboration des dispositions d'un projet d'instrument et de rédiger un rapport final sur les travaux du Groupe de travail, le CAGP invite le BP à prévoir une autre réunion en personne au cours de l'Exercice financier 2025-2026, qui viendrait s'ajouter à celle déjà prévue en avril 2025. Cette réunion pourrait éventuellement prendre place au cours du second semestre 2025. Le CAGP encourage également la conduite de travaux intersessions si nécessaire, ainsi que la tenue éventuelle d'une réunion en ligne en amont de la réunion du CAGP de 2026. Les travaux intersessions devraient se dérouler en ligne.

Le CAGP a rappelé que les travaux menés par la HCCH sur les questions de droit international privé liées à la filiation résultant des conventions de gestation pour autrui ne visent ni à promouvoir ni à condamner la gestation pour autrui.

## **ANNEXES**

### *Aide-mémoire* **de la troisième réunion du Groupe de travail sur la Filiation / Gestation pour autrui préparé par le Président**

- 1 Le présent aide-mémoire donne un aperçu des principaux points de discussion abordés lors de la troisième réunion du Groupe de travail, qui s'est tenue du 4 au 8 novembre 2024 sous la présidence du professeur Michael Hellner (Suède).
- 2 Le rapporteur du sous-groupe, qui a effectué des travaux intersessions sur des projets de dispositions pour un instrument éventuel sur la filiation, y compris les critères de reconnaissance, les motifs de refus et d'autres questions relatives à la reconnaissance des jugements en matière de filiation, a présenté une vue d'ensemble des travaux réalisés à ce jour.
- 3 Le Groupe a poursuivi sa discussion sur les garanties / normes et sur la manière dont elles pourraient être incluses dans un instrument. Dans ce contexte, le Groupe a rappelé son mandat de partir du postulat selon lequel l'objectif de tout nouvel instrument serait d'améliorer la prévisibilité, la sécurité et la continuité de la filiation en situation internationale pour toutes les personnes concernées, en tenant compte de leurs droits humains, y compris, pour les enfants, de leurs droits consacrés dans la *Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant* (CNUDE) et en particulier leur droit à ce que leur intérêt supérieur soit une considération primordiale dans toutes les décisions qui les concernent.

#### **A. Règle de reconnaissance de plein droit des jugements en matière de filiation**

- 4 Le Groupe a continué à travailler sur des projets de dispositions, notamment sur les bases de reconnaissance et les motifs de refus des jugements en matière de filiation en général, ainsi que dans les cas d'adoption et de conventions de gestation pour autrui. Le Groupe a également examiné des projets de dispositions sur les obligations générales des Parties contractantes et les déclarations facultatives dans le cadre d'un éventuel instrument futur.
- 5 Le Groupe a examiné plus avant la manière dont les relations conventionnelles pourraient être établies entre les Parties contractantes dans un futur instrument.

#### **B. Loi applicable**

- 6 Le Groupe a noté les différentes approches nationales des règles de loi applicable dans le contexte de la filiation. Le Groupe, constatant qu'il n'y avait guère d'intérêt à poursuivre les discussions sur la loi applicable à ce stade, a décidé de concentrer ses travaux sur d'autres questions.

#### **C. Actes publics**

- 7 Le Groupe a rappelé la grande disparité entre les actes publics sur la filiation, y compris leurs effets. Le Groupe a douté de la valeur ajoutée d'une règle sur les effets probants des actes publics dans un futur instrument. Toutefois, les travaux futurs sur un certificat international et / ou un formulaire modèle multilingue sur la filiation méritent d'être examinés plus avant.

#### **D. Travaux futurs**

- 8 Le Groupe se réunira pour la quatrième fois en avril 2025 afin de poursuivre ses travaux sur ce projet. En préparation de sa prochaine réunion, le Groupe est convenu que, sur la base des discussions de la troisième réunion, un sous-groupe effectuerait des travaux intersessions sur son rapport final avant avril 2025, rapport qui comprendra des projets de dispositions pour un futur

instrument éventuel, examinera les questions politiques qui se posent et les conclusions quant à la possibilité de parvenir à un consensus sur ces questions et sur un instrument.

- 9 Le Président a invité les membres du Groupe à soumettre des suggestions et / ou des commentaires entre les sessions sur les projets de dispositions en renvoyant le projet de texte avec des modifications et / ou des commentaires ou en soumettant ces suggestions / commentaires sous la forme d'un ou plusieurs documents de travail.

## Annexe II

### Liste des participants à la troisième réunion du Groupe de travail sur la Filiation / Gestation pour autrui (*en anglais uniquement*)

Participations online: 0

Participation on site: S

	<i>Representing</i>	<i>Surname</i>	<i>First name</i>	<i>Job Title</i>	<i>Organisation</i>	<i>O/S</i>
<b>Members</b>	<b>Argentina</b>	Rubaja	Nieve	Legal Adviser, Ministry of Foreign Affairs; Professor in Private International Family Law	University of Buenos Aires	0
	<b>Belgium</b>	Bruyninckx	Margot	Legal Advisor, Family Law, DG Legislation	Ministry of Justice	S
		Hanson	Laura	Legal Advisor, DG Legislation, Central authority of civil status	Service Public Fédéral de la Justice	0
		Verbeemen	Kim	Legal Advisor Family Law	Service Public Fédéral de la Justice	0
	<b>Brazil</b>	Froeder Dittrich	Lalisa	Chief of the Unit for International Child Support	National Secretariat of Justice, Ministry of Justice and Public Security	S
	<b>Canada</b>	Goupil	Josée-Anne	Counsel	Department of Justice Canada	0



	Jacques	Emmanuelle	Counsel	Department of Justice Canada	S
	Christopher	Blakeney	Articling Student	Department of Justice Canada	O
<b>China</b>	Gan	Yong	Professor of Law	Wuhan University School of Law	S
	Xiong	Wenquin	Deputy Division Director, Department of Treaty and Law	Ministry of Foreign Affairs	O
	Xu	Huan	Adviser	Office of the President of the Court of Final Appeal of Macao SAR	O
	Yuen	Cheuk Lun (Eric)	Senior Government Counsel (Treaties & Law), International Law Division	Department of Justice of Hong Kong SAR	O
<b>Czech Republic</b>	Vostalova Grüter	Alena	Legal Expert, International Department for Civil Matters	Ministry of Justice	O
	Vedralová	Jana	Expert officer of the International Department for Civil Matters	Ministry of Justice	O
<b>European Union</b>	De Luca	Patrizia	Senior Expert / Team leader external relations and international cooperation	European Commission	O
	Vilar-Badia	Maria	Legislative Officer	European Commission	S
<b>France</b>	Fauchard	Estelle	Rédactrice	Ministère de la Justice	S

	<b>Germany</b>	Janzen	Ulrike Kjestina	Head of the Unit for Private International Law	Federal Ministry of Justice	S
	<b>Greece</b>	Metallinos	Alexandros	Member of the Greek National Authority of Assisted Reproduction	Greek National Authority of Assisted Reproduction	O
	<b>India</b>	Jawale	Priyanka	Legal Officer II	Ministry of External Affairs	O
		Sudheer	K. J.	Legal Officer I	Ministry of External Affairs	O
	<b>Israel</b>	Baron	Miriam	Senior Legal Counsel	Ministry of Justice	O / S
	<b>Italy</b>	Bilotti	Emanuele	Professor of Private Law	European University of Rome	O
	<b>Japan</b>	Nishitani	Yuko	Professor of Private Law	Kyoto University	S
		Oono	Tomoki	Attorney, Civil Affairs Bureau	Ministry of Justice Japan	O
		Ishikawa	Maiko	Attorney, Civil Affairs Bureau,	Ministry of Justice Japan	O
	<b>Mexico</b>	Albornoz	María Mercedes	External Adviser on PIL, Ministry of Foreign Affairs; Professor of Private International Law	Centro de Investigación y Docencia Económicas	O
		Álvarez-Rendón	Martha Angélica	Director of International Law	Ministry of Foreign Affairs Mexico	O

	<b>Netherlands</b>	Gelauff	Maril	Senior Legislative Counsel Family Law	Ministry of Justice and Security	O
		Van Bochove	Laura	Legislative Lawyer	Ministry of Justice and Security	S
		van 't Veer	Paulette	Senior Policy Officer Family Law	Ministry of Justice and Security	O
	<b>Philippines</b>	Aguiling-Pangalangan	Elizabeth	Professor and Legal Expert	University of the Philippines College of Law	S
	<b>Russian Federation</b>	Bereza	Zlata	Leading adviser of the Department of International Law and Cooperation	Ministry of Justice	O
		Shvets	Elena	Head of Section of the Legal Department	Ministry of Foreign Affairs	S
	<b>South Africa</b>	Ozah	Ronaldah Karabo	Lerato Director, Centre for Child Law Faculty of Law	Centre for Child Law	S
	<b>Spain</b>	González Beilfuss	Cristina	Professor in Private International Law	University of Barcelona	S
	<b>Sweden</b>	Hellner	Michael	Professor of Private International Law (Chair of the WG)	Stockholm University	S
	<b>Switzerland</b>	Schickel-Küng	Joëlle	Co-Head of the Private International Law Unit	Federal Office of Justice	S
<b>Ukraine</b>	Taranenko	Kateryna	Leading Expert, Unit for Conclusion of International Treaties on Legal assistance	Ministry of Justice	O	

	<b>United Kingdom</b>	Wright	Andrea	Senior Legal Adviser	Ministry of Justice	O
	<b>United States of America</b>	Prosser	Sarah	Assistant Legal Adviser for PIL	U.S. Department of State	O
		Vogel	Lisa	Attorney Adviser	U.S. Department of State	S
<b>Observers IGO</b>	<b>United Nations Children's Fund</b>	Agcaoili	Grace	Technical Lead, Child Protection Section, NYHQ	Justice UNICEF	S
<b>Observers INGO</b>	<b>International Academy of Family Lawyers</b>	Casey	Margaret	Barrister	Margaret Casey, KC, Private Practice	O
		Dally	Jemma	Fellow, IAFL	Goodman Ray Solicitors	S
		Kelsey	Rachael	President, IAFL	SKO Family Law Specialists	O / S
	<b>International Social Service</b>	Alloero	Carlotta	Child Protection Lawyer	ISS	S
<b>HCCH</b>	<b>Permanent Bureau</b>	Martínez-Mora	Laura	Secretary (Lawyer)	HCCH	S

	Page	Capucine	Legal Officer	HCCH	S
	Wells-Greco	Michael	Consultant	HCCH	S
	Ghasemi	Zarifeh	Intern	HCCH	S
	Prénas	Mathilde	Senior Administrative Assistant	HCCH	S
	Hawkins	Stuart	Website / IT Officer	HCCH	S